

Le Liban après le traité de paix avec Israël Un pays plus morcelé que jamais

Le traité de paix israélo-libanais, s'il constitue un cran d'arrêt, du moins momentané, aux hostilités au Moyen-Orient, confirme par ailleurs la partition du Liban en trois zones contrôlées respectivement par des éléments libanais, israéliens et syriens. Et ces deux derniers ennemis de toujours risquent à tout moment d'engager les hostilités, d'autant plus que les Syriens peuvent maintenant compter sur l'aide du grand frère soviétique. André Dionne et René Beaudin font le point.

En raison d'un certain nombre de facteurs qui tiennent à la fois de l'histoire et des conditions actuelles qui prévalent au Moyen-Orient, le récent accord israélo-libanais est loin d'avoir provoqué l'objectif fixé, le retrait des forces étrangères du Liban et conséquemment le rétablissement de la souveraineté de l'Etat sur son territoire reconnu.



andré dionne

Tout au contraire, il favorise la partition du Liban en trois zones principales dont deux demeurent sous occupation militaire étrangère.

Depuis le traité de la Syrie a affirmé catégoriquement, malgré les lobbys modérés, son refus de se retirer de ses positions au nord et à l'est du pays, dans la vallée de Bekaa, bordant la route reliant Beyrouth à Damas, la capitale syrienne. Depuis, les factions les plus radicales de l'Organisation pour la libération de la Palestine adoptent la position syrienne et blâment Arafat, le chef de l'exécutif, d'avoir cédé à Beyrouth.

Israël se voit ainsi justifier de maintenir ses troupes au Sud-Liban conformément à l'accord secret signé avec Washington.

Le Liban demeure donc ce qu'il était. Divisé! Quand on regarde les intérêts de toutes les parties, on peut croire à un processus de "remodelage" des frontières libanaises internationalement reconnues.

Plus, il était illusoire de considérer que la démarche de négociation tripartite (Liban, Israël, Etats-Unis) pouvait conduire à autre chose que la partition de ce territoire déjà petit puisque personne n'avait un intérêt véritable au rétablissement de la souveraineté libanaise, y compris les grandes familles bourgeoises libanaises qui y trouvent un intérêt politique, commercial ou financier.

La fragilité de l'entente profite à tous, Syriens, Soviétiques, Israéliens, Américains et les oligarques libanais.

Au nord

Au nord, la grande région de Tripoli, la capitale régionale, a toujours été considérée comme une zone de contestation du pouvoir beyrouthin. Elle était relativement autonome, progressive sur le plan politique, et sa population en majorité musulmane, affiche volontiers un nationalisme féroce.

La région est le fief de Rashid Karamé, ancien premier ministre

sous le président maronite (chrétien) Camille Chamoun (1952-1958).

Il n'est donc pas étonnant qu'officiellement la dénonciation de l'accord israélo-libanais ait été affirmée par le chef de la famille Karamé, toujours considéré comme un grand leader politique.

Cependant, il faudrait être aveugle pour ne pas voir l'étroite association avec d'autres éléments politiques généralement plus progressistes dont le Parti communiste libanais, organisé et puissant dans la région, hostile à l'accord, proche des Syriens.

Au nord toujours, il existe déjà une petite enclave dominée cette fois par une famille maronite, les Frangié dont le chef, Soleiman, fut président du Liban de 1970 à 1976. On accède au "pays" par la ville de Zghorta.

Depuis l'assassinat du fils Frangié, Tony et sa famille, en 1978, par des miliciens du clan Gemayel, les Zghortioties protègent leur enclave jalousement, les armes à la main; ils possèdent leur propre "armée", contrôlent les passeports, les entrées et les sorties du "pays", développent leur économie interne.

L'Association des nationalistes zghortioties et tripolitains contre l'accord israélo-libanais est poussée par une logique simple. Celle de leur association avec les Syriens, leurs puissants voisins, découlent des mêmes règles.

D'autre part, sans juger du bien-fondé de la position syrienne de vouloir demeurer dans la vallée de la Bekaa, les Syriens, alliés de Moscou, doivent se conformer à l'accord israélo-libanais sans avoir participé aux négociations et dont ils refusent les conclusions.

Il faut rappeler également que la Syrie a perdu le Golan en 1967, une zone stratégique. Israël l'a unilatéralement annexée à son territoire en décembre 1981. La Syrie refuse cette fois de capituler.

Au centre du pays

Quant à la région centrale du Mont-Liban (nord de Beyrouth jusqu'à la ville antique de Byblos et à l'est jusqu'à la vallée de la Bekaa), le fief de la communauté maronite, elle demeure intacte sur le plan géographique. Les trois départements qui composent le Mont-Liban (sur 7 pour le pays entier), Baabda, Metn et Kesrouane, sont libres de toute occupation étrangère, de quoi satisfaire la fierté nationale des maronites.

Le sud

Maintenant "débarrassé de l'agresseur palestinien", Israël est sûrement la partie au dossier qui a le



L'armée israélienne est au Liban pour y rester.

plus intérêt à ce que jamais ne soit rétablie la souveraineté du Liban.

Le refus syrien leur a permis d'annoncer qu'unilatéralement les armées israéliennes se retireraient au sud de la rivière Awali, à l'entrée nord de la ville de Saïda, le chef-lieu du Sud-Liban. La balle est maintenant dans le camp syrien.

Si on retourne à l'histoire, il faut rappeler que ce territoire libanais au sud de la rivière Awali est une zone revendiquée déjà en 1919 lors de la conférence de Paris (voir la carte) par le mouvement sioniste, donc longtemps avant la création de l'Etat d'Israël en 1947.

Une foule d'arguments peuvent servir à Israël pour justifier sa présence dans ce territoire définissant également ses intérêts à l'occuper indéfiniment: zone tampon pour assurer la sécurité de sa frontière nord face à l'ennemi arabe, un territoire agricole riche et productif, et le contrôle des points d'eau nécessaires à la colonisation des territoires palestiniens.

Beyrouth et les Druzes

Deux zones importantes et très circonscrites sur le plan géographique, échappent encore à ce redécoupage: la grande zone urbaine de Beyrouth et le pays des Druzes, le Chouf, au sud-est de Beyrouth, actuellement sous occupation israélienne.

Le chef de la communauté druze et président du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, a refusé l'accord et s'est associé à la position syrienne affirmant que c'était une question de survie pour sa communauté.

Géographiquement mal situé, par rapport aux autres clans opposés à l'accord, véritablement coincé, il reste à voir comment le "pays druze" réussira à se maintenir au sein de cette nouvelle communauté po-

litique et se soustraire à l'occupation israélienne.

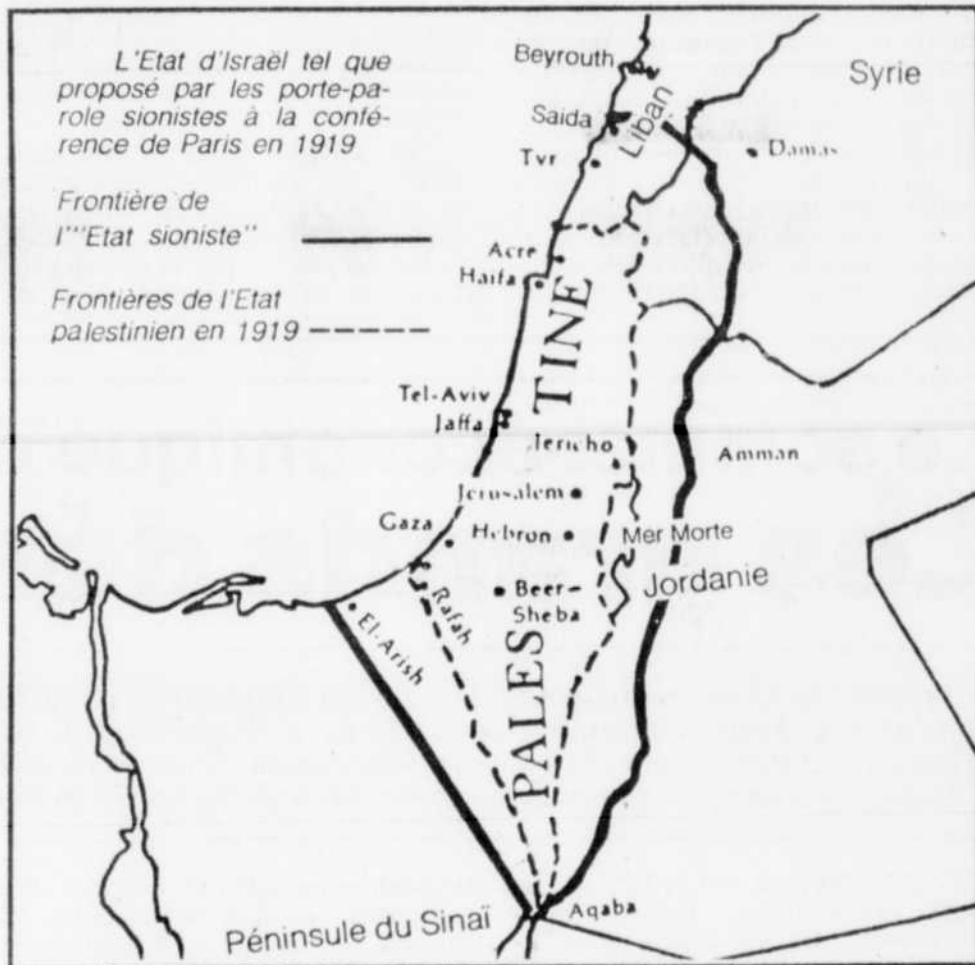
Quant à la grande région urbaine de Beyrouth, de tous les temps, la capitale libanaise a toujours joui du statut de ville internationale plus ou moins contrôlée par l'Etat.

Effectivement, la grande bourgeoisie libanaise lui a donné cette stature à l'image de ses propres intérêts. Par le passé, il fut question de lui reconnaître officiellement ce statut. La situation actuelle permet justement une relance de ce débat, ce qui placerait Beyrouth à l'abri des "chicanes de quartiers", au service

des grands intérêts de la bourgeoisie libanaise.

Pour leur part, les Américains, en obtenant la fin des hostilités au Liban, s'y sont installés en maîtres face à leur opposant, l'Union soviétique, qui ne conserve dans cette région d'un seul allié, la Syrie.

A ce titre de seul tuteur de la région, les Etats-Unis ont donc tout intérêt à pouvoir agir librement, conservant leur mainmise sur un Liban faible, divisé, ce qui favorise nettement ses intérêts stratégiques et commerciaux dans cette région vitale du monde.



Le coup de dés des Soviétiques

Si elle doit avoir lieu, la prochaine guerre entre Israël et la Syrie opposera presque fatalement les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Les guerres passées, en tout cas



rené beaudin

celles de 1967 et de 1973, comportaient ce risque, mais rien, hormis peut-être l'écrasement des forces armées israéliennes, ne permettait ou n'annonçait à l'avance cet élargissement possible des hostilités.

La situation est aujourd'hui différente.

Pour rétablir leur crédibilité auprès de leurs clients arabes, comme auprès d'ailleurs de leurs autres alliés du Tiers-monde, dirigeants et stratèges soviétiques ont décidé d'impliquer directement leurs pays, et ce, dès le départ, dans la prochaine bataille.

Ils ont aménagé en Syrie deux sites de missiles sol-air SAM-5, susceptibles, selon certains experts militaires syriens, de bouleverser l'équilibre stratégique entre leur pays et Israël. Ces missiles ont une portée suffisante pour frapper tout avion sur-

volant le sol israélien ou syrien, donc infliger de lourdes pertes à l'aviation hébraïque, notamment aux appareils de contrôle et de commandement ou à ceux chargés des opérations électroniques. Ils peuvent briser cette supériorité aérienne sur laquelle mise l'état-major israélien pour livrer et emporter les opérations au sol. Les stratèges israéliens n'auront d'autre choix que de frapper ces sites de missiles comme prélude à toute autre opération aérienne ou terrestre.

Les SAM-5

Les SAM-5 ont été mis au point il y a 20 ans. Ils sont néanmoins considérés comme un fleuron de la défense aérienne soviétique. Selon les Israéliens, ce sont des soldats soviétiques qui en sont responsables. Si tel est le cas, les stratèges soviétiques obéissent ainsi les Israéliens à attaquer directement l'Armée rouge en cas de guerre contre les Israéliens. Ils mettent leurs propres forces armées dans l'obligation d'utiliser ces fusées avant qu'elles ne soient détruites par des raids israéliens, comme ce fut le cas des diverses batteries, moins sophistiquées, mises à la disposition des Palestiniens et des Syriens durant la guerre au Liban.

Les SAM-5, par contre, parce que manipulés par les Soviétiques, jouent d'une certaine manière le même rôle que les missiles de portée intermédiaire porteurs d'ogives nu-

cléaires, Pershing-2 américains, qui seront déployés à partir de décembre prochain en Allemagne fédérale. Ce sont, dans les deux cas, des bougies d'allumage mettant automatiquement en branle les forces nucléaires américaines en Europe, ou conventionnelles soviétiques au Proche-Orient. Dans un cas comme dans l'autre, ces fusées devront être utilisées avant qu'elles ne soient prises ou détruites par l'ennemi. C'est d'ailleurs même d'URSS directement que serait menée cette bataille aérienne puisque, semble-t-il, les Soviétiques ont établi une liaison par satellite entre le haut-commandement de leur défense aérienne à Moscou et l'état-major local.

Beaucoup plus que la division aéroportée soviétique ou les 5.000 conseillers déjà déployés en Syrie, les SAM-5 traduisent et autorisent cette volonté de retour en force de l'URSS sur le plus ancien, le plus durable, le plus exposé peut-être des divers théâtres de la rivalité soviéto-américaine.

L'URSS humiliée

L'URSS n'avait pratiquement plus le choix que de poser un geste dramatique, spectaculaire. Elle est sortie particulièrement humiliée par l'opération Paix en Galilée effectuée par les Israéliens. Elle ne put rien faire pour soutenir ou protéger ses alliés syriens et palestiniens assaillis par les

unités israéliennes jusque dans la capitale libanaise.

La diplomatie dite des "petits pas" menée sans répit par les Etats-Unis depuis la guerre du Kippour commençait à porter fruit. L'Union soviétique était littéralement expulsée du cadre de règlement du plus ancien des conflits armés non résolus. Il ne lui restait que deux alliés sûrs: la Libye, peu désireuse de se mouiller sur les vrais champs de bataille, et la Syrie, de plus en plus isolée au sein du monde arabe.

Les Etats-Unis avaient réussi à contraindre l'URSS à n'appuyer que les causes "radicales", donc sans solution politique tangible à plus ou moins brève échéance, sauf celle imposée par le choc des armes.

Mais les risques sont énormes.

Il y a bien sûr celui d'une confrontation avec les unités aéronavales de la VIème Flotte américaine déployée dans la Méditerranée. On voit mal en effet les Américains demeurer indifférents à l'intervention des troupes soviétiques contre leurs alliés Israéliens, surtout si c'est l'ensemble de leur dispositif militaire déjà déployé en Syrie qui était utilisé pour mener des opérations en territoire israélien.

C'est la première fois que l'URSS déploie ce type d'armements dits de première ligne hors de son territoire national. Que, par hypothèse, les Israéliens, d'une manière ou d'une au-

tre, réussissent à le détruire avant qu'il n'entre en fonction, c'est le rapport de forces mondiales qui se trouve quelque peu perturbé, de même d'ailleurs que l'équilibre du pouvoir en Union soviétique.

Talon d'Achille

Un tel désastre militaire, en effet, lèverait le voile sur l'une des grandes inconnues de la puissance militaire soviétique, à savoir l'efficacité de l'un des piliers de la défense aérienne.

Le déploiement des SAM-5 a été constaté en janvier dernier, mais il y a de fortes chances que la décision politique de déployer ces engins a été prise au Kremlin bien avant le remplacement de M. Leonid Brejnev par M. Youri Andropov comme numéro un du régime. Néanmoins, c'est ce dernier qui devra endosser l'humiliation de voir les Israéliens mettre au pas l'Armée rouge, qui sera accusé d'"aventurisme" par ses rivaux du bureau politique et du comité central, comme d'ailleurs le fut l'un de ses pré-décesseurs, M. Nikita Khrouchtchev. Celui-ci, après avoir commencé à déployer, à Cuba en 1962 des fusées nucléaires pointées sur les Etats-Unis, dut reculer devant les menaces de l'ancien président Kennedy. Cet incident devait pour une large part expliquer sa chute, pour raison d'"âge" et de "santé", deux ans plus tard.

La commission parlementaire sur le saccage de LG-2 La montagne accouche d'une souris

Le premier ministre du Québec, René Lévesque, comparaitra mercredi devant les membres de la commission parlementaire spéciale chargée d'étudier le dossier du règlement hors cour relatif au saccage de LG-2. Les dix-huit témoins précédents, qui ont défilé devant la commission au cours des deux derniers mois, n'ont finalement pas dit grand-chose qui pourrait mettre M. Lévesque dans l'eau bouillante. J.-Jacques Samson fait le point.

Après une centaine d'heures de témoignages en commission parlementaire, l'Opposition libérale n'a pas réussi à démontrer que le premier ministre ou un de ses collaborateurs immédiats aient été impliqués directement dans la négociation du montant de la compensation convenue par les parties dans le règlement hors cours consécutif au saccage de LG-2.



J.-Jacques Samson

Pas plus qu'ils n'ont réussi, malgré un interrogatoire serré, à prouver que M. Lévesque, son chef de cabinet, M. Jean-Roch Boivin, ou un de ses conseillers, M. Yves Gauthier, ont exercé des pressions qui auraient forcé des administrateurs de la Société d'énergie de la Baie James à voter, en mars 1979, en faveur du règlement hors cour.

Ceux qui étaient contre ont voté contre, même s'ils avaient reçu une exhortation très claire du premier ministre, le 1er février 1979: "Réglez, crisse, ou on va régler à votre place".

Même si, à la suite de cette "autopsie" en commission parlementaire du règlement de la Baie James, des députés libéraux promettent de porter des accusations contre le premier ministre, il ne faut surtout pas s'attendre à ce que "des têtes tombent" et à ce que quiconque perde son siège à l'Assemblée nationale. Ces menaces ont été tellement utilisées à toutes les sauces, plusieurs fois par semaine, par des parlementaires, au Salon bleu ou en commission parlementaire, qu'elles ont perdu toute signification réelle.

L'Opposition libérale donnera certainement suite aux travaux de la commission après la présentation que doit y faire, mercredi prochain, le premier ministre, mais ses accusations seront diluées par rapport aux affirmations du quotidien La Presse du 17 mars 1983, selon lesquelles M. Jean-Roch Boivin avait négocié avec les avocats au dossier.

Les libéraux ont donné dès mercredi le canevas de leurs conclusions: — le bureau du premier ministre ne s'est pas préoccupé des intérêts des Québécois en ne s'assurant pas

que la compensation financière serait au maximum de la capacité de payer des syndicats;

— le premier ministre a trompé l'Assemblée nationale par une réponse incomplète au leader libéral Fernand Lalonde, le 20 février 1979, lorsqu'il a affirmé que "ni de près, ni de loin, le règlement ou partie de règlement a eu lieu dans le bureau du premier ministre". Selon ce que soutenait M. Lalonde à la commission mercredi, cette réponse ne rendait pas compte de l'importance du rôle du bureau du premier ministre dans ces négociations, dont la douzaine de rencontres avec les procureurs des parties.

Reste à voir si des députés s'enhardiront à accuser M. Lévesque d'avoir usé de restriction mentale, que Le Petit Robert définit comme un "acte mental par lequel on donne à sa phrase un sens différent de celui que l'interlocuteur va lui donner, afin de l'induire en erreur". Le pas est grand.

Le maillon manquant

Les députés libéraux se sont butés dans leur enquête sur un Jean-Roch Boivin stoïque. Ils ont essayé pendant deux jours et demi de le "mouiller" concrètement dans des négociations avec les procureurs des parties sur le montant de la compensation finalement fixée à \$300,000.

Toujours calme, même après avoir essuyé les remontrances qu'on lui servait, M. Boivin rappelait être sous serment et répétait n'avoir jamais négocié. Aucune preuve du contraire n'a pu lui être opposée si bien que les libéraux ont alors réaligné leur démarche, et leurs accusations, à l'instigation du whip Michel Pagé qui s'est lancé contre toute attente, mardi, dans une démonstration sur la capacité de payer des syndicats poursuivis. MM. Lalonde et Michel Gratton s'en prennent de leur côté au caractère incomplet de la réponse donnée par M. Lévesque à l'Assemblée nationale en mars 79 pour rejoindre le titre de La Presse qui est à l'origine de la présente commission: "René Lévesque a trompé l'Assemblée nationale".

M. Boivin n'aurait pu être contredit après son témoignage que par Me Michel Jasmin, le procureur des syndicats québécois poursuivis, mais ce dernier est lié par le secret professionnel et ne pouvait être in-

terrogé pratiquement par les libéraux.

L'obligation au secret professionnel qui encadrerait Me Jasmin doit être respectée. C'est un droit inattaquable pour tout citoyen ou organisme mais il faut constater aussi que dans le cas présent, ce devoir pour Me Jasmin a bien servi le gouvernement, maître de la liste des invités à la commission. L'Opposition s'est retrouvée dans un cul-de-sac lorsque le gouvernement a aussi refusé de recevoir le directeur général du Conseil provincial des métiers de la construction, M. Maurice Pouliot. Ce dernier aurait sans aucun doute fourni de nouveaux arguments aux libéraux pour prétendre que M. Boivin a négocié avec Me Jasmin. Mais selon le ministre Yves Duhaime, la commission n'aurait alors en main qu'une preuve de oui-dire que Me Jasmin ne pourrait discuter.

Les libéraux se voient forcés, pour soutenir des accusations aussi catégoriques contre le premier ministre qu'au départ de l'enquête, le 30 mars dernier, de prétendre que M. Jean-Roch Boivin s'est parjuré devant la commission et qu'il a négocié; que tous les administrateurs de la SEBJ se sont parjurés et que M. Lévesque a exercé des pressions indues; que les avocats Rosaire Beaulé, François Aquin, Jean-Paul Cardinal, Michel Jetté se sont parjurés et ont négocié avec M. Boivin le règlement hors cour.

Les députés libéraux ne croient pas M. Jean-Roch Boivin quand ce dernier limite son rôle à celui d'intermédiaire favorable, sans plus, selon l'expression du premier ministre, mais ils n'ont trouvé personne parmi les témoins pour en dire davantage sur le rôle qu'aurait joué le directeur du cabinet du premier ministre.

La confrontation

Depuis le temps qu'il dénonce le comportement des députés libéraux membres de la commission et qu'il s'en prend à l'auteur de l'article qui a provoqué la tenue de la commission parlementaire, il faut s'attendre à ce que le premier ministre joue des coudes mercredi, devant la commission, lorsque viendront les questions de ceux qu'il a baptisés les "inquisiteurs" et les "ayatollahs" libéraux.



Jean-Roch BOIVIN

M. Lévesque réaffirmera sans doute dans sa présentation qu'il a manifesté pour diverses raisons sa volonté que la poursuite se règle hors cour; il fera valoir qu'il n'a pas rencontré ou discuté du dossier avec des membres du conseil de la SEBJ dans d'autres circonstances que le 1er février, et qu'il n'a donc pu exercer de pressions.

Il certifiera sûrement aussi qu'il n'a jamais discuté du montant de la compensation, ni donné de directives à ce sujet aux parties et enfin qu'il n'avait pas à connaître par le menu détail les rencontres et échanges entre les parties au dossier. Si bien que sa réponse à l'Assemblée nationale était basée sur les faits qu'il connaissait alors et qu'ainsi, il n'a pas trompé les parlementaires, comme on l'en a accusé!

Si les libéraux avaient ensuite recours à l'article 80 du règlement de l'Assemblée pour accuser for-

mellement le premier ministre, la commission de l'Assemblée nationale devrait reprendre toute l'enquête des deux derniers mois pour vérifier les allégations du député parrain de cette motion. En bout de ligne, c'est la commission qui établit ensuite "la peine" qu'elle croit devoir être imposée à l'accusé, s'il est coupable, ou à l'accusateur, s'il a violé les droits d'un collègue.

Cette parade ne pourrait sûrement pas se faire avant l'été. Et l'accusation qui pourra encore être portée après le présent tamisage en commission parlementaire ne coûtera sûrement pas son siège à qui que ce soit à l'Assemblée nationale. Pour bien finir ce long exercice de politique, avec un petit "p", plusieurs députés des deux côtés "déchireront leur chemise" d'indignation ces jours prochains sur de subtiles motions. Il faudra seulement se rappeler qu'il s'agira de leurs vieux vêtements...

Le sommet économique de Williamsburg Les grands désaccords de l'Occident

Pendant toute la fin de semaine, les chefs des sept pays occidentaux les plus puissants économiquement sont réunis à Williamsburg, en Virginie, pour tenter de relancer ensemble leurs économies. C'est le neuvième sommet du genre, depuis celui de Rambouillet en 1975. A l'ordre du jour: le chômage, les taux d'intérêt, le système monétaire international, les relations nord-sud et le commerce est-ouest. Autant de points qui accentuent la polarisation Reagan-Mitterrand et qui continuent d'éroder la fragile unité occidentale.

(D'après AFP, AP et PC) — Les sept chefs d'Etat ou de gouvernement des principaux pays industrialisés du monde occidental se réunissent toute la fin de semaine à Williamsburg, village-musée de Virginie, dans l'espoir d'accroître ensemble les chances de reprise durable de leurs économies. Mais avant même que n'ait débuté cette neuvième rencontre au sommet, et en dépit des intentions conciliantes affichées officiellement par les participants, l'événement porte toutes les couleurs de l'affrontement.

La partie économique du sommet de Williamsburg devrait tourner autour de quatre grands thèmes: la relance et le niveau des taux d'intérêt, l'avenir du système monétaire international, les relations nord-sud et le commerce est-ouest. En outre, les dirigeants des grandes puissances économiques occidentales parleront sûrement davantage du chômage que de l'inflation, le premier ayant remplacé la seconde en tête de leurs préoccupations.

Sur l'ensemble de ces sujets, la France et les Etats-Unis apparaissent comme les pays les plus opposés, les cinq autres — l'Italie, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Canada — adoptant des positions intermédiaires. On peut quand même parler de grands alignements, sinon de camps.

La récente rencontre des 24 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a brossé l'esquisse de cette polarisation. Derrière Reagan, ceux qui ont réussi à juguler la montée inflationniste au prix d'une augmentation du chômage: Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Japon. Derrière Mit-

terrand, ceux qui ont cherché des compromis et pris des risques: la France, le Canada, la Belgique, les pays scandinaves et l'Australie.

Le chômage

Comme à la session de l'OCDE, le seul socialiste des sept de Williamsburg, François Mitterrand, pourrait bien trouver dans le libéral Pierre Trudeau un appui à sa cause. Le premier ministre canadien est le doyen des participants à cette série de sommets occidentaux amorcée à Rambouillet en novembre 1975. Il a assisté à six de ces rencontres, une de plus que sa vis-à-vis britannique, Margaret Thatcher. Chaque fois, il a réussi à faire valoir le point de vue canadien. On l'a écouté, pris ses propos en considération. Mais sans plus. Le pouvoir réel est ailleurs.

En matière de chômage, par exemple, la position du clan Reagan semble bien arrêtée. Elle a d'ailleurs déjà été officiellement appuyée par sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Échiquier, qui accompagne Mme Thatcher à Williamsburg. Selon lui, le sommet de la fin de semaine ne saurait donner naissance à une panacée qui permette de réduire rapidement le chômage.

Il ajoute que l'adoption d'un programme de relance pour combattre le chômage constituerait une "profonde erreur" qui risquerait "d'endommager les fondations du relèvement économique". La ministre britannique croit que la réduction du chômage ne peut être qu'une tâche de longue haleine car, affirme-t-elle, "bien que les sept s'efforcent de Williamsburg de poursuivre la relance économique amorcée au cours

des six derniers mois, on ne trouvera pas avant longtemps, pour diverses raisons, les taux de croissance élevés des années 1950."

Relance et taux d'intérêt

Les Etats-Unis, satisfaits des résultats d'une politique fondée sur un déficit budgétaire de 200 milliards de dollars, qui a favorisé la reprise intérieure et pratiquement annihilé l'inflation, paraissent peu disposés à changer de cap, malgré les remontrances de la France. Celle-ci estime que le déficit du budget fédéral encourage le maintien de taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis, pratiquant ainsi une surévaluation du dollar et pompant les capitaux européens, ce qui nuit aux possibilités de reprise en Europe.

Sur ce dernier point, l'Allemagne fédérale est d'accord avec la France, mais ne veut pas heurter de front les Etats-Unis en cette année cruciale pour les négociations sur les croisements. De plus, Bonn ne veut pas jouer le rôle de locomotive dans la relance en Europe ainsi que Paris le lui a plus ou moins suggéré.

La position de la Grande-Bretagne, où une reprise s'amorce, est proche de celle de la RFA. Londres exclut que les pays à économie plus prospère, grâce à leur discipline monétaire, mettent en danger leur stabilité en accélérant excessivement leur expansion pour venir en aide aux autres. Les Britanniques estiment également qu'il ne serait pas réaliste d'escompter une modification de la politique budgétaire et fiscale américaine avant les prochaines élections présidentielles. Favorable à une baisse des taux d'in-

térêt américains, le Japon paraît décidé à adopter de nouvelles mesures de relance afin de favoriser un accroissement des importations.

La position de Rome est proche de celle de Paris sur la relance et les taux d'intérêt. En revanche, le Canada, mal placé pour critiquer la politique budgétaire américaine en raison de son propre déficit, souligne qu'il ne faut pas demander aux USA de soutenir le monde à bout de bras.

Le système monétaire international

A ce chapitre, la proposition Mitterrand de réunir un nouveau "Bretton-Woods" pour remettre de l'ordre dans le système monétaire international, par un retour à des parités relativement fixes, n'a pas fait l'unanimité. Les USA la jugent prématurée. L'Allemagne fédérale se déclare sceptique quant à l'efficacité de taux de change fixes.

Il en va de même pour les gouvernements d'Ottawa et de Londres. Ce dernier estime que la stabilité des monnaies doit être avant tout obtenue par une grande convergence des économies.

Le Japon, sans souscrire totalement à l'idée française, pense que la croissance équilibrée de l'économie mondiale passe par une plus grande stabilité des monnaies.

Ici encore, l'Italie est la plus proche de la France et salue l'initiative de M. Mitterrand.

Les relations nord-sud

Pour les Etats-Unis, dont les banques s'inquiètent de l'énorme endettement du Tiers-monde, le meilleur remède serait que les pays dé-

veloppés abaissent leurs barrières protectionnistes et ouvrent davantage leurs marchés aux exportations des pays en développement.

La France juge très insuffisante cette approche commerciale du problème. Elle souhaite une augmentation des liquidités internationales mises à la disposition des pays pauvres et insiste pour que les Américains paient leur quote-part en vue de la sixième reconstitution de l'Association internationale pour le développement (AID), filiale de la Banque mondiale. Paris fait valoir que le niveau élevé du dollar constitue une entrave majeure au développement. Avec la France, le Canada est un autre avocat de la cause du Tiers-monde. Pour Ottawa, il s'agit de la question-test qui déterminera le succès ou l'échec du sommet de Williamsburg.

Le commerce est-ouest

Source de graves conflits entre les deux bords de l'Atlantique, il y a encore quelques mois, le commerce est-ouest "n'a plus d'actualité, semble-t-il", comme l'a indiqué dernièrement le président français.

En fait, devant l'opposition quasi unanime de leurs alliés, les Etats-Unis ont renoncé à exiger d'eux qu'ils se plient aux restrictions commerciales ou financières décidées par Washington à l'encontre de l'URSS.

Des divergences subsistent. Mais, probablement pour conserver une certaine crédibilité à ce qu'on appelle encore l'unité occidentale, personne n'a véritablement envie de soulever le problème, en fin de semaine, à Williamsburg.

Jean-Louis Harguindeguy L'habitude et le... goût du pouvoir

Réélu récemment pour un sixième mandat consécutif à la tête du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, Jean-Louis Harguindeguy est depuis longtemps déjà une institution du monde syndical québécois... mais une institution contestée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son syndicat. Georges Angers l'a rencontré à l'occasion du dernier congrès et nous trace ici un portrait de l'homme et du leader syndical.

Jean-Louis Harguindeguy affirme presque sérieusement: il en sera à son dernier mandat à la tête du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec (SFPQ) le jour où il sera élu sans opposition.



georges
angers

Et si ses adversaires persistent à vouloir le déloger à tous les deux ans comme ils le font depuis 1973, ils risquent bien de devoir attendre le début de la décennie 90.

Jean-Louis Harguindeguy aura alors 53 ans et prendra sa retraite; il est formel là-dessus. "Pourquoi est-ce que j'irais travailler pour 30 pour 100 de mon salaire? Pas question."

Le controversé président du SFPQ est un gars d'affaires, par un idéologue; c'est le reproche fondamental que lui font ses adversaires. Pourtant, Jean-Louis Harguindeguy est l'un des rares leaders syndicaux du Québec à avoir dénoncé publiquement l'imposition de la tutelle au Syndicat des employés d'entretien de la CTCUM. C'est pour lui une question de principe; la décision du gouvernement brise fondamentalement toute l'économie des relations de travail.

C'est le plus inconnu des leaders syndicaux connus.

D'origine basque française, Jean-Louis Harguindeguy avait 15 ans lorsque la famille est arrivée au Québec en 1952, un an après le voyage exploratoire du père, un artisan-peintre.

A 17 ans, il s'engage dans l'armée; neuf ans plus tard, il quitte l'uniforme avec le grade de sergent et "sur un coup de tête", raconte-t-il. Recommandé par ses officiers supérieurs anglophones pour suivre le cours d'officier au collège militaire de Kingston, Jean-Louis Harguindeguy s'en voit bloquer l'accès à la suite d'un avis défavorable de son officier commandant francophone. Il l'a encore sur le cœur.

De retour à la vie civile, il entre au Crédit foncier franco-canadien; quelques mois plus tard, il demande une augmentation de salaire de \$5 par semaine. On la lui refuse, lui proposant plutôt de suivre un cours de comptabilité à l'université aux frais de la compagnie. Autre coup de tête; il refuse et quitte. Pourtant, quelques années plus tard, il suivra le même cours, mais à ses frais.

Esprit de corps

Il entre dans la fonction publique provinciale en 1964 comme agent vérificateur aux Affaires municipales. C'est l'époque de l'opération "55" de Paul Gérin-Lajoie et aussi celle du vote d'affiliation syndicale des fonctionnaires. Il travaille dans le camp du SFPQ contre la vieille Association des employés civils. Le SFPQ l'emporte.

Elu une première fois en 1965 au comité de surveillance du syndicat, il est candidat à la trésorerie contre l'équipe de Jean-Paul Breuleux au congrès suivant (1967). Défait à ce poste, il est élu in extrémis à la quatrième vice-présidence (fonctionnaires), seul de l'opposition.

Au congrès de 1969, il est élu secrétaire général dans l'équipe de Jean-Paul Breuleux. Le mouvement de désaffiliation de la CSN prend de l'ampleur au sein du SFPQ et Jean-Louis Harguindeguy en est le principal ténor. Il se retrouve à nouveau en opposition à Breuleux qu'il battra à la présidence du syndicat au congrès de 1973. Entre-temps, la désaffiliation avait été réalisée.

La division est profonde au sein du Syndicat des fonctionnaires; les tenants de la désaffiliation l'ont emporté, Harguindeguy en tête, mais de justesse, ce qui signifie qu'à tout moment le vent pourrait virer.

Sensible à la politique, conscient des rapports de forces politiques, dit-on de lui, il puise dans son expérience militaire et sa formation académique en administration publique. Il transforme les structures du syndicat, réorganise les instances et monte une équipe de "libérés" capable de résister aux assauts des adversaires.

Comme il a été démontré encore cette semaine, l'"esprit de corps" de l'équipe Harguindeguy est en grande partie responsable des victoires successives de Jean-Louis Harguindeguy depuis 10 ans.

Ses adversaires l'accusent de diriger une équipe de "yes-men" complètement à sa solde. Rien de plus faux, affirme-t-il. "On s'engueule continuellement entre nous; il y a très souvent des flammèches. Mais quand le consensus est établi, alors là c'est une question de solidarité", dit-il.

On l'accuse également de ne tolérer aucune opposition. "Si je ne la tolérerais pas, je n'en aurais pas continuellement. Ce que je ne tolère pas, ce sont les hypocrites," lance-t-il avec des flammes dans les yeux.

Ceux qui ont tenté de résister à son rouleau compresseur ont été littéralement aplatis. "J'ai toujours un



Jean-Louis HARGUINDEGUY

certain caractère, mais je suis également sentimental," dit-il.

Insaisissable

Mais ce qu'il est par-dessus tout, c'est insaisissable. Quand on demande à ceux qui le connaissent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du SFPQ, de nous dire qui est Jean-Louis Harguindeguy, la question semble prendre tout le monde par surprise comme si on s'était tellement habitué à voir l'individu à travers l'image qu'il projette qu'on ne parvient plus à distinguer l'un de l'autre.

"Il semble avoir les idées les plus claires dans les moments où dans le fond il hésite le plus", raconte un ancien président de la CSN, ajoutant n'avoir pu percer l'énigme.

Conscient de l'image publique passablement négative qu'il projette, Jean-Louis Harguindeguy adopte une attitude fataliste. Il ne s'en fait apparemment pas, quoique l'on dise de lui, sauf si l'on questionne son intégrité.

Il se dit fondamentalement indépendant et est réellement, disent d'autres leaders syndicaux; tellement indépendant qu'il finit par s'isoler, ajoutent-ils.

Jean-Louis Harguindeguy est parfaitement conscient de cet isolement dans le monde syndical québécois, mais cet isolement est le prix qu'il accepte de payer pour pratiquer la forme de syndicalisme auquel il croit et auquel semble adhérer la majorité des fonctionnaires québécois.

Le président du SFPQ pratique un

syndicalisme d'affaires parce qu'il croit profondément que c'est cette forme de syndicalisme qui correspond le plus aux besoins des membres.

On lui a souvent prêté des ambitions politiques. "Jamais je ne pourrais m'asseoir à l'Assemblée nationale et rire quand on me dirait de rire, applaudir quand on me dirait d'applaudir, voter ce qu'on me dirait de voter peu importe mes opinions."

Un poste de haut fonctionnaire? "Non plus. Je ne pourrais pas tolérer un patron au-dessus de ma tête".

S'il sait quand il prendra sa retraite, il ne sait pas ce qu'il fera alors. "Peut-être que je pourrai m'ouvrir un petit restaurant", expliquant qu'à la maison, c'est lui qui porte... le tablier.

A la Fédération des médecins spécialistes du Québec Ça brasse fort dans la marmite

A la veille de l'échéance de l'entente conclue entre la Fédération des médecins spécialistes du Québec et le ministère des Affaires sociales, rien ne va plus chez les disciples d'Hypocrate. C'est à qui irait chercher le plus gros morceau dans les 28 associations membres de la FMSQ. Roger Bellefeuille explique les dissensions qui opposent les spécialistes.

Une radiographie de la profession médicale — côté médecins spécialistes — présenterait à ce moment-ci de graves lésions organiques. Ce corps professionnel est en effet miné de l'intérieur par de profondes dissensions qui, au cours des derniers mois, ont pris des dimensions de métastases.



roger
bellefeuille

La famille des médecins spécialistes, compte bien sous son toit l'importante faction des psychiatres — environ 400. Mais ces guérisseurs de l'âme ne sont guère d'un grand secours dans ce climat de luttes fratricides, ayant eux-mêmes menacé, il y a quelques années, de claquer la porte pour former leur propre fédération. Cette chicane de famille intervient cependant à un bien mauvais moment.

C'est le 31 mai prochain que viendra à échéance l'entente conclue en juin dernier, avec le ministère des Affaires sociales (MAS), qui portait en grande partie sur la rémunération. Tout le volet dit normatif était reconduit pour négociation ultérieure. Leurs collègues omnipraticiens, pourtant plus unis et plus militants, devaient pour leur part plier l'échine et accepter l'offre gouvernementale imposée par une loi spéciale le 21 juin dernier. Cette loi spéciale mettait fin du même coup à la stratégie de "douce contes-

tation" des médecins généralistes.

La grande famille des spécialistes (plus de sept mille membres), même si elle a comme père commun Hypocrate, présente beaucoup moins de cohésion que celle des omnipraticiens, plus homogène.

Elle compte 28 associations membres, comprenant deux grandes lignées: les spécialistes de la chirurgie (obstétrique-gynécologie, orthopédie, ORL) et les spécialités dites médicales (dermatologie, gastro-entérologie, psychiatrie, etc.) Déjà, cette division est source de tensions, les chirurgicaux, gourous des blocs opératoires, s'accordant plus de panache que les "médicaux", dont la pratique est moins auréolée. Or, quand vient le partage du butin aux grandes heures de la négociation, les rivalités s'avivent. C'est à qui irait chercher le plus gros morceau.

Des remontrances

La tâche de pasteur d'une telle cohorte n'est pas de tout repos. Le dernier message du président de la FMSQ, le Dr Paul Desjardins, réélu à ce poste tout récemment pour une sixième année, est révélateur des tiraillements internes que connaît cette fédération. Il s'en ouvre ouvertement dans le dernier bulletin d'information de cet organisme.

Sans équivoque, il précise que la division existe à tous les niveaux de cette fédération. Les bistouris voleraient bas par exemple, entre spécialistes d'un centre hospitalier face à leurs confrères d'un autre hôpital, entre spécialistes d'un centre hospitalier universitaire et ceux rattachés

à un centre hospitalier non universitaire, entre spécialistes des grands centres et ceux des régions éloignées.

A l'heure où il est question de regroupement des forces entre spécialistes et omnipraticiens, le Dr Desjardins se demande quel intérêt son groupe présente à l'heure actuelle pour les omnipraticiens, à la suite de "tous ces déchirements internes".

Politique, le Dr Desjardins lance un appel à l'unité, estimant que ces querelles intestines ne se justifient pas, même si la très grande majorité des médecins spécialistes, doit-il admettre, se prennent pour des "prima donna". Il voit le danger que ces luttes fratricides ne servent finalement les "adversaires de l'extérieur".

Sur la sellette

Le leader des spécialistes a d'ailleurs été particulièrement sur la sellette au cours des derniers mois. L'attaque n'est pas venue de l'extérieur, mais bien de l'intérieur. Par la bouche et la plume de trois de ses membres: les Dr André Lanthier, Alcide Chapdelaine et Jacques Genest, ce dernier directeur de l'Institut de recherche clinique de Montréal.

Dans une première missive à leurs collègues, ils lançaient un véritable cri d'alarme. Ils dénonçaient avec véhémence, entre autres récriminations, "le contrôle bureaucratique opprimant, la monstrosité anonyme et écrasante du ministère des Affaires sociales".

Mais ils déploreraient, en sus, le manque de leadership "éclairé" et compétent au sein de la profession,

son morcellement et ses divisions, plaidant en faveur de l'unité.

Le trio contestataire reprenait l'assaut au début du mois de mai. Ils s'en prenaient directement cette fois à l'administration même de leur fédération, à sa santé financière délicate (déficit de \$1.3 million en 1982), et à l'épuisement du fonds de réserve et des surplus accumulés.

Lutte pour le pouvoir?

Dans une entrevue au bi-mensuel "L'Actualité médicale", le président Desjardins explique que la FMSQ exerce certaines pressions sur l'échiquier politique québécois et possède un certain pouvoir. "Et ce pouvoir-là, est attrayant pour un certain nombre de personnes", ajoute-t-il, sans nommer personne. Comme quoi ça brasse dans la marmite.

Le spectre

Sous-jacent à ces tiraillements chez les spécialistes, se profile en même temps un inconvénient certain chez la gent médicale. Un inconvénient qu'entretennent volontiers des ténors de la profession. Tout tourne autour de l'érosion de leurs pouvoirs traditionnels et la crainte, réelle ou imaginaire, d'une plus grande mainmise de l'Etat.

Le président de la Corporation professionnelle des médecins, le Dr Augustin Roy, ne rate pas une tribune pour multiplier les sorcières. A la faveur de la décroissance économique, des largesses moins grandes des gouvernements envers le secteur de la santé, l'idée d'un marché privé de la médecine trouve un terrain fertile chez les nostalgiques.

Pour un, le Dr Roy, le candidat

libéral défait aux dernières élections provinciales, ne cache pas ses complaisances. Dans une déclaration récente, il croit en l'avènement, au cours de la prochaine décennie, d'un secteur privé parallèle de la santé, au nom de la liberté de choix pour le consommateur.

Ceux qui peuvent s'offrir plus que ce que l'Etat peut donner doivent avoir la possibilité de consulter à leur guise, pense-t-il.

Le spectre de la santé étatique est brandi avec virulence aussi par l'Association médicale canadienne (AMC).

Prenant la parole devant l'Association médicale de la Colombie-Britannique, le 12 mai dernier, le président-élu de l'AMC, le Dr Everett Coffin, plaçait pratiquement la profession médicale sur un pied de guerre. L'adversaire: la perspective d'une nouvelle loi fédérale sur le financement des services de santé. Un projet qui veut interdire le recours par la profession médicale à diverses formes de dépassement d'honoraires, même si le projet fédéral demande aux provinces d'en faire plus, mais sans s'attendre à des crédits accrus de la part d'Ottawa.

De clamer le Dr Coffin: la profession médicale n'est pas prête à pratiquer une médecine étatique en qualité d'employés de troisième ordre. Il a laissé entendre la nécessité d'une mobilisation des troupes, à travers le Canada, pour défendre "les libertés professionnelles et économiques".

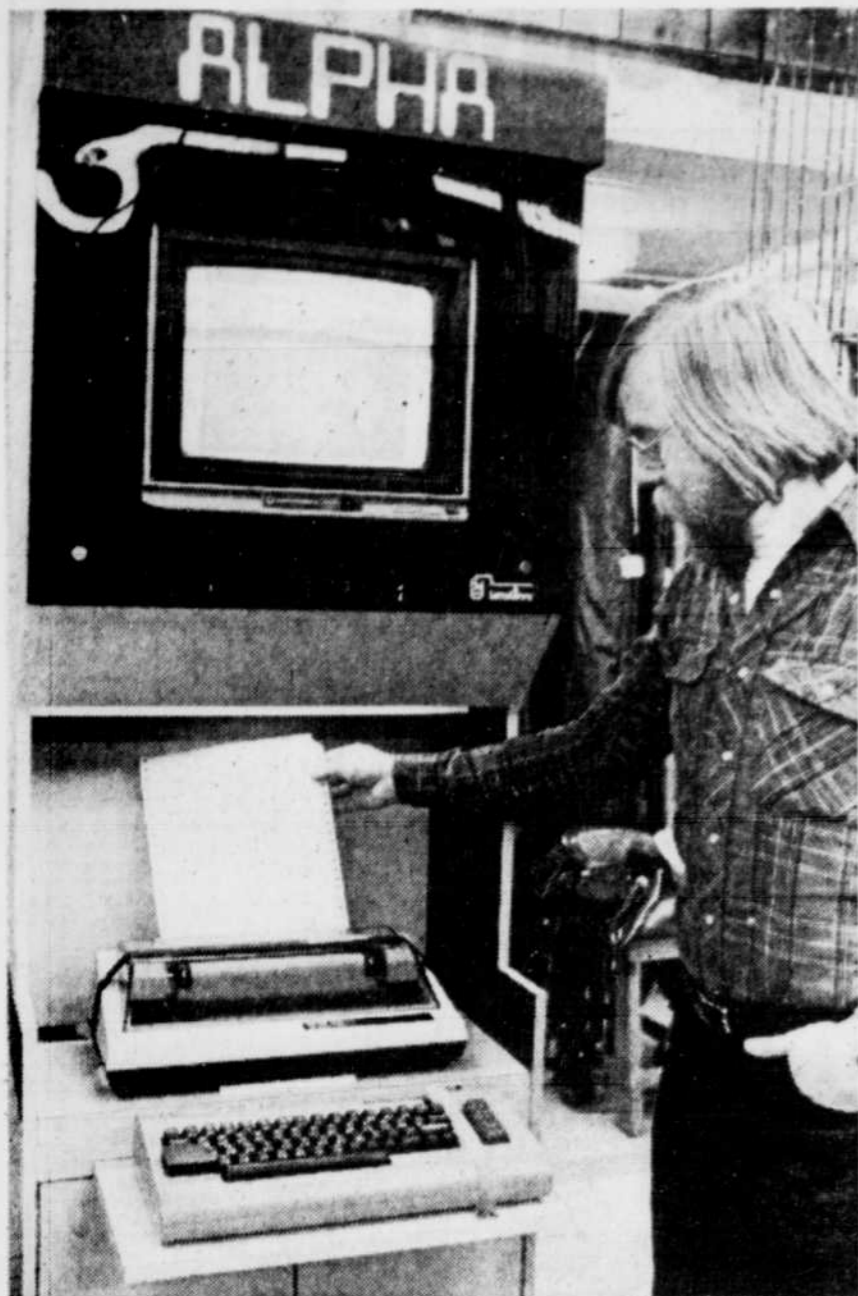
Des malaises évidents donc, chez les disciples d'Esculape, organiques ou psychosomatiques.

VERS L'AN 2000

Quand le "micro" raconte des "histoires de pêche"

Le monde des puces

par Michel SAMSON



Alpha peut donner des conseils sur l'équipement nécessaire à la pêche de la truite, de l'achigan, du brochet, du doré, du maskinongé et du saumon. Pierre-Rolland Mercier détache une feuille de renseignements produite par l'ordinateur-pêcheur.

"Le micro-ordinateur, c'est une machine à faire des inventions." Pierre-Rolland Mercier, un pigiste spécialisé dans la vulgarisation de la chasse et de la pêche, cherche à mettre en pratique sa définition.

Ce "bricoleur" de l'informatique est particulièrement fier de l'ordinateur-pêcheur Alpha qu'il a conçu avec uniquement de l'équipement informatique peu dispendieux.

Alpha "ne va pas à la pêche", mais aide le consommateur dans le choix de son équipement. Il a vu le jour parce que Pierre-Rolland Mercier connaît beaucoup la pêche sportive et suffisamment l'informatique.

L'ordinateur-pêcheur peut être consulté par toute personne qui sait écrire son nom. En pesant sur une touche du clavier, comme lui suggère l'écran, l'utilisateur met en marche le programme.

Après les civilités d'usage (présentation réciproque et "histoires de pêche"), Alpha offre son menu, c'est-à-dire les espèces de poissons

au sujet desquels il peut donner des informations. L'utilisateur choisit (au moyen d'un chiffre) et apparaissent alors sur l'écran des suggestions en ce qui a trait aux cuillères et aux mouches. Puis Alpha donne des conseils au niveau de l'appareillage des cannes et des moulinets tant pour le lancer léger que pour la pêche à la mouche.

Au même moment, l'imprimante d'Alpha se met en marche et fournit par écrit les mêmes renseignements que l'on a vus sur l'écran. En deux minutes et trente secondes, le consommateur a donc en main des informations pour l'acquisition du matériel qui va lui servir tout l'été. En procédant à la mitaine, il lui aurait fallu au moins une trentaine de minutes. Donc économie importante de temps.

Les informations données par l'ordinateur ont été préparées par Pierre-Rolland Mercier. Celui-ci rappelle cependant que, lorsqu'on traite de pêche, il ne s'agit pas d'une science exacte. Il s'est donc basé sur sa propre expérience et sur les grandes règles généralement ad-

mises par les experts en cette matière.

Par ailleurs étant donné que c'est le magasin Latulippe qui a financé le projet, Alpha ne suggère que de l'équipement qui est disponible à cet endroit.

Richard Latulippe, propriétaire de l'entreprise, affirme que environ 20 pour 100 de sa clientèle utilise Alpha et cela sans aucune obligation de leur part. Ceux qui mordent le plus facilement, ce sont les jeunes. Les 40 ans et plus ont souvent peur de la machine et n'osent pas l'aborder. L'an prochain, Alpha va "grandir". Il prodiguera ses conseils aussi dans les secteurs de la chasse et du camping.

Il a fallu environ 200 heures à Pierre-Rolland Mercier pour bâtir le programme qui fait fonctionner Alpha. Ce logiciel occupe 18k de mémoire (18,432 caractères). Le matériel utilisé n'est pas de la catégorie commerciale donc plus abordable pour une petite entreprise: un micro-ordinateur de 64k de mémoire, un magnétophone, une imprimante à aiguilles et un moniteur couleur. Seuls les contrôles prioritaires ont été bloqués sur le clavier afin d'éviter que le programme soit expulsé de la mémoire du micro-ordinateur.

Un outil

Pierre-Rolland Mercier ne se

prétend pas expert en informatique. Pour lui, il s'agit d'abord d'un outil.

Son travail de vulgarisateur en chasse et pêche l'amène à publier chaque année un livre ou une brochure. Il en a six à son actif. Les deux plus récents bouquins, il les a composés à l'aide d'un programme de traitement de texte adapté à un Vic-20 à mémoire étendue (16k).

Il affirme avoir coupé en deux la période de temps consacrée à cette rédaction. La possibilité de corriger son texte au fur et à mesure de la composition enlève une des deux étapes de retranscription qui étaient nécessaires auparavant.

Il compose tous ses textes sur micro, y compris sa correspondance. Les disquettes lui servent pour emmagasiner ces mêmes textes, "ce qui élimine bien de la paperasse", explique-t-il.

Véritable touche-à-tout, Pierre-Rolland Mercier fait aussi de la radio-amateur. Le micro-ordinateur peut être utilisé pour transformer un texte en morse avant la transmission et, à l'inverse, transformer un message reçu en morse en texte alphabétique. Il a pu constater récemment que la fièvre informatique n'est pas exclusive au Québec. Un "contact" français lui a en effet fourni sur ondes courtes des trucs de programmation pour son micro-ordinateur.

"L'ordinomane" ne fait pas que des jeux vidéos

Les jeux vidéos sont toujours au premier rang des utilisations que les Américains font de leurs micro-ordinateurs avec une proportion de 51 pour 100, mais les autres usagers occupent de plus en plus de terrain.

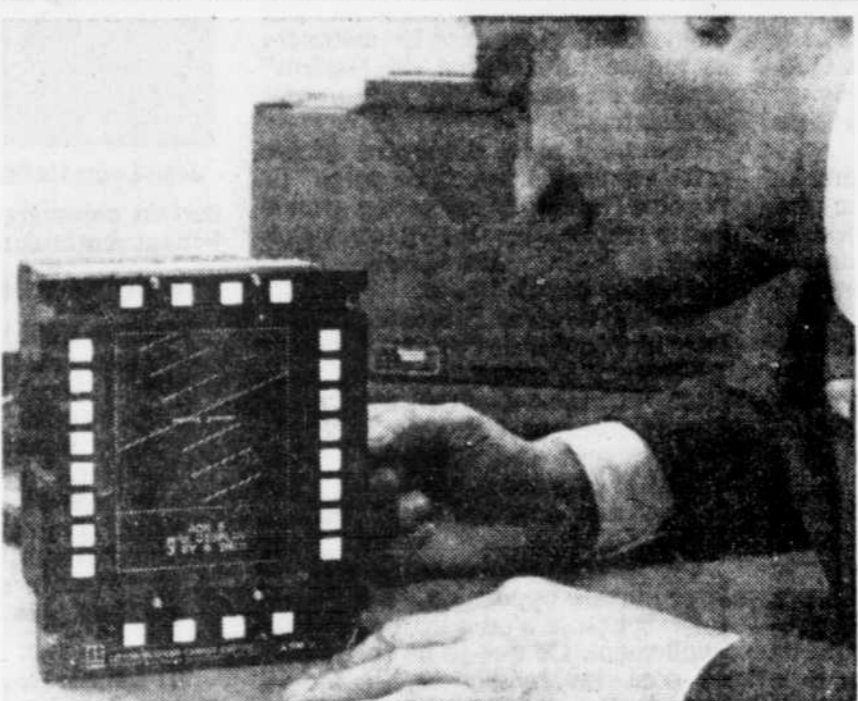
C'est ce que révèle le magazine Time, dans sa dernière livraison, en faisant état de deux sondages faits par les firmes Gallup et Roper.

Les propriétaires de micro-ordinateurs domestiques, qui seraient

près de 4 millions aux E.-U., utilisent aussi leur appareil, dans une proportion de 46 pour 100, pour effectuer à la maison du travail professionnel et des opérations de calcul. L'enseignement aux enfants des mathématiques et du vocabulaire est une activité pratiquée aussi par 46 pour 100 des "ordinomanes". Les autres utilisations: le budget familial et le contrôle du compte de banque (37 pour 100); le traitement de textes (18 pour 100); le classement des recettes et le calcul des calories (10 pour 100).

Un total de 25 pour 100 des 18 à 29 ans sont intéressés par la micro-informatique. Le pourcentage baisse à 16 pour 100 chez les 30 à 44 ans; à 9 pour 100 chez les 45 à 59 ans et un faible 3 pour 100 chez les 60 ans et plus. Statistique surprenante dans le sondage Gallup: 2 pour 100 des propriétaires sont peu satisfaits de leur machine et seulement 1 pour 100 se disent pas du tout satisfaits.

Le critère apprentissage pour les enfants est important au marché de consommation. L'enquête Roper révèle que les familles avec des adolescents possèdent des micro-ordinateurs dans une proportion de 50 pour 100 supérieure à celle des autres familles.



Le Salon de l'aéronautique et de l'espace s'est ouvert à Paris cette semaine et le Canada y est présent. L'an dernier, les ventes de l'industrie aérospatiale canadienne ont totalisé \$3 milliards dont 83 pour 100 en exportation. Parmi les 31 sociétés canadiennes qui exposent au Bourget, il y a la société Litton Systems Canada Ltée qui présente un écran plat à diodes électroluminescentes de poste de pilotage.

Conseil en océanographie

La première entreprise québécoise à offrir des services de consultation dans le domaine de l'océanographie vient de voir le jour sous le nom de la firme Logimer Inc., membre du Groupe Dryade Ltée sur le boulevard St-Cyrille. Parmi ses champs d'activités, on

trouve l'étude des écosystèmes marins et côtiers, les études sédimentologiques, l'inventaire des ressources marines, les études d'impact et les propositions d'aménagement du milieu. Logimer Inc. est dirigée par Paul Champagne, un spécialiste en géologie marine.

Des orages sur Saturne

Peut-on imaginer un seul orage couvrant toute la Terre? Les savants de la NASA croient en avoir découverts sur la planète Saturne. Ainsi, Saturne devient la quatrième planète — avec la Terre, Vénus et Jupiter — où a été décelée une activité orageuse.

Des chercheurs travaillant au Centre spatial Goddard, en banlieue de Washington, ont analysé des signaux-radios anormaux transmis par les sondes Voyager-1 et Voyager-2 lors de leurs survols de Saturne en novembre 1980 et août 1981. Car une autre équipe de chercheurs avait d'abord cru qu'il s'agissait de signaux renvoyés par un objet égaré dans les anneaux de Saturne.

Réévaluant récemment la question, les chercheurs Kaiser, Courtney et Desch, de Goddard, en sont venus à la certitude qu'il ne pouvait s'agir que de perturbations provoquées par des orages très violents qui s'étendraient sur une zone de 60,000 km de long.

Des vents extrêmement violents, atteignant une vitesse de 1,600 km/h, souffleraient autour de l'Equateur de Saturne. Les chercheurs de Goddard espèrent que leur trouvaille pourra être confirmée par des chercheurs français et chiliens qui essaient de capter les mêmes signaux à partir de radiotélescope.

Un pensez-y bien

"Le micro-ordinateur: un pensez-y bien". C'est le thème d'un brunch-causerie qui a lieu dimanche (29 mai) à 11h au patro Saint-Vincent, 804 côte d'Abraham. La rencontre est organisée par l'Association des conseillers en consommation du

Québec. Les invités: Denis Trudel de "l'Office de la protection du consommateur, Gilles Brais du club "Microdix" et un représentant de la SIAQ (Société d'informatique amateur du Québec). Pour renseignements: 683-5186.

Annuaire électronique

La compagnie américaine Televideo, spécialisée dans les terminaux d'ordinateur, va se lancer à partir de novembre dans la fabrication d'annuaire électroniques pour remplacer la "brique" traditionnelle.

Son objectif: raver à la France sa première place dans le domaine, affirme une dépêche de l'AFP. La firme est le premier groupe amé-

ricain à se lancer sur ce marché. Elle veut produire des centaines de milliers de ces annuaire électroniques de façon à offrir des prix beaucoup plus bas que ceux pratiqués par la France (environ \$400 pièce). Le groupe français Matra prévoyait pour sa part vendre 200,000 terminaux annuaire aux Etats-Unis après avoir gagné un premier marché de 600,000 appareils en France.



UN GROS PLAISIR COÛTE PARFOIS PEU

Faites-vous plaisir souvent tout en économisant, avec l'interurbain automatique à tarif réduit.

1/3 DE MOINS
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 18H À 23H.

Par exemple, pour un appel de 10 minutes entre Québec et	Tarif ordinaire	Tarif réduit de 1/3	Vous économisez
Montréal	5,61\$	3,74\$	1,87\$
Trois-Rivières	4,70\$	3,13\$	1,57\$
Sherbrooke	5,41\$	3,61\$	1,80\$
Thetford Mines	4,01\$	2,67\$	1,34\$
Hull	5,91\$	3,94\$	1,97\$

Ce tarif réduit s'applique dans toutes les régions desservies par Bell Canada au Québec et en Ontario.

L'interurbain Bell

LE MONDE

Scandale en Israël Vente de terres appartenant encore aux Palestiniens

JERUSALEM (AFP) — La presse et la télévision israéliennes ont dénoncé, hier, les scandales immobiliers qui se développent dans les territoires occupés de Cisjordanie: des promoteurs privés israéliens vendent, selon les médias, des terrains dont ils n'ont pas juridiquement la propriété à des clients israéliens.

Une très importante campagne publicitaire avait été lancée récemment dans la presse, à la radio et à la télévision, pour encourager les Israéliens à acheter à bas prix des terrains en Cisjordanie et Gaza de manière à concrétiser "leur rêve d'une résidence privée".

Cette campagne est officiellement encouragée par le gouvernement israélien désireux de créer une situation irréversible dans les territoires de Cisjordanie et Gaza.

Selon le journal Haaretz, la société "Jumbo" a vendu ainsi, à ce jour, 1,200 terrains aux abords de Jérusalem pour la somme de 5,750 dollars l'unité. Chaque terrain a une superficie de 1,000 mètres carrés. Or, indique le Haaretz, la plupart de ces terrains sont toujours la propriété de villageois palestiniens et n'ont pas été enregistrés au cadastre israélien. De plus, les acheteurs qui ont demandé à voir leur terrain se sont vus reconduits par la société en raison "de difficultés d'accès".

Le journal affirme par ailleurs que plusieurs députés israéliens appartenant à la coalition au pouvoir, juristes de formation, accordent leurs services aux compagnies immobilières privées qui vendent des terrains à bâtir en Cisjordanie et Gaza.

Israéliens et Syriens déploient leurs forces

Le 27 mai (AFP) — Accusations réciproques, tension sur le Golan et dans la Bekaa libanaise: 48 heures après l'incident aérien les ayant opposés, Israël et la Syrie continuaient hier à se livrer à une "guerre des mots", tout en se défendant de nourrir des intentions belliqueuses à l'égard de l'autre.

Côté israélien, les responsables gouvernementaux, pour expliquer la soudaine aggravation de la tension dans la région, émettaient hier trois hypothèses: les Syriens veulent soit s'engager dans une guerre d'usure, soit se livrer à une guerre totale, forts de l'appui soviétique, ou tout simplement créer une tension artificielle de sorte à forcer le Liban à reconsidérer l'accord signé avec l'Etat hébreu le 17 mai dernier.

Avant son départ pour Bruxelles où il devait entamer une tournée européenne, le chef de la diplomatie israélienne M. Yitzhak Shamir, a déclaré hier: Israël "espère que la Syrie ne commettra pas d'erreur fatale".

Réaffirmant que son pays "n'avait aucunement l'intention d'at-

taquer la Syrie", il a averti que dans le cas de l'ouverture d'une "confrontation limitée" par Damas, c'est Israël qui "fixerait les règles du jeu", reprenant ainsi à son compte les déclarations du ministre de la défense Moshe Arens selon lesquelles Jérusalem ne permettrait pas à Damas de lui imposer une guerre d'usure.

Selon la presse israélienne, le premier ministre Menahem Begin a tenu jeudi des consultations ministérielles restreintes en présence d'officiers de l'état-major pour envisager les mesures propres à "parer à toute éventualité". M. Begin a informé les responsables de l'opposition travailliste, notamment MM. Shimon Peres et Yitzhak Rabin, de la situation sur le terrain, a indiqué la radio israélienne.

De son côté, le porte-parole militaire israélien a indiqué que la Syrie avait "entrepris, depuis jeudi, des manoeuvres militaires de grande envergure à proximité des lignes israéliennes sur le Golan". Se refusant à évaluer l'importance des unités ou des conseillers militaires

Côté syrien, la presse ne faisait pas état hier de ces manoeuvres mais continuait en revanche d'accuser Israël de mettre en place des "renforts" et de poursuivre les "préparatifs" militaires en vue d'une "agression contre la Syrie".

Visite de Sharon au Québec

Riposte de la CEQ au comité Québec-Israël

La Centrale de l'enseignement du Québec a riposté hier aux insinuations d'un organisme pro-israélien, le comité Québec-Israël, selon qui elle est associée à une organisation prohibée dont le siège social est d'ailleurs à Tripoli, parce qu'elle s'oppose au voyage, la semaine prochaine, de M. Ariel Sharon, l'ancien ministre de la Défense israélien blâmé pour son rôle dans le massacre de plusieurs centaines de Palestiniens au Liban.

La CEQ affirme faire partie du regroupement "Non à Sharon" comme de nombreux autres organismes québécois. Elle s'étonne cependant des attaques particulières dont elle est l'objet de

la part du comité Québec-Israël, "qui relève de la mauvaise foi", affirme-t-elle.

La solidarité de la CEQ et de plusieurs autres organisations syndicales québécoises envers l'OLP n'est une cachette pour personne. Nos liens avec l'Union des enseignants palestiniens, composante de l'OLP, remontent à 1975, et notre solidarité est à la fois d'ordre politique et humanitaire, affirme la centrale syndicale.

La CEQ s'élève également, aujourd'hui comme dans le passé, contre l'antisémitisme sous quelque forme que ce soit. Elle s'élève aussi contre le sionisme politique dont Ariel Sharon est

un héraut bien en vue. La CEQ soutient que l'établissement d'une paix durable et juste au Moyen-Orient passe par la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, et par la sécurité de tous les peuples et Etats de cette région du monde.

A l'instar du regroupement dont elle fait partie, le bureau national de la CEQ souhaite que les éléments les plus lucides de la communauté juive québécoise fassent le nécessaire pour annuler la venue de Sharon: le point de vue israélien peut certainement trouver un porte-parole plus décent.

Bagdad a autorisé les Turcs

MANAMA (AFP) — Les autorités irakiennes avaient autorisé les forces armées turques à pénétrer "en cas d'extrême nécessité" et pour une période limitée sur une profondeur de cinq kilomètres en territoire irakien", indique-t-on officiellement hier soir à Bagdad.

Cette déclaration intervient après l'annonce à Ankara d'une action menée mercredi et jeudi.

Réduction de 15% (offre valable jusqu'au 11 juin 1983)

Venez tôt pour un meilleur choix!

Nous vous offrons une grande collection de maillots de bain à rayures, unis, à motifs, ainsi que des bikinis. Le tout, à des prix très abordables.

Profitez de 2 heures de stationnement gratuit aux stationnements Carré d'Youville et de l'Hôtel de Ville, avec 5\$ d'achat ou plus.

galerie
Au pas de la danse

(ce n'est pas que pour la danse)

1121, rue St-Jean, Québec
G1R 1S3
Tél.: 694-9019

**ENSEMBLEZ VOS JOURNÉES...
ABONNEZ-VOUS!**

647-3333

apple

L'ORDINATEUR PERSONNEL DES PROFESSIONNELS

- Un Apple /// avec 256K-RAM
- Un moniteur ///



L'ENSEMBLE DE DEPART

- Un Apple IIe avec 64K-RAM (extensible à 128K-RAM)
- Un lecteur de disquette avec interface
- Un moniteur ///
- Un support
- Une carte de 80 colonnes



SIMCO
centre de micro-informatique

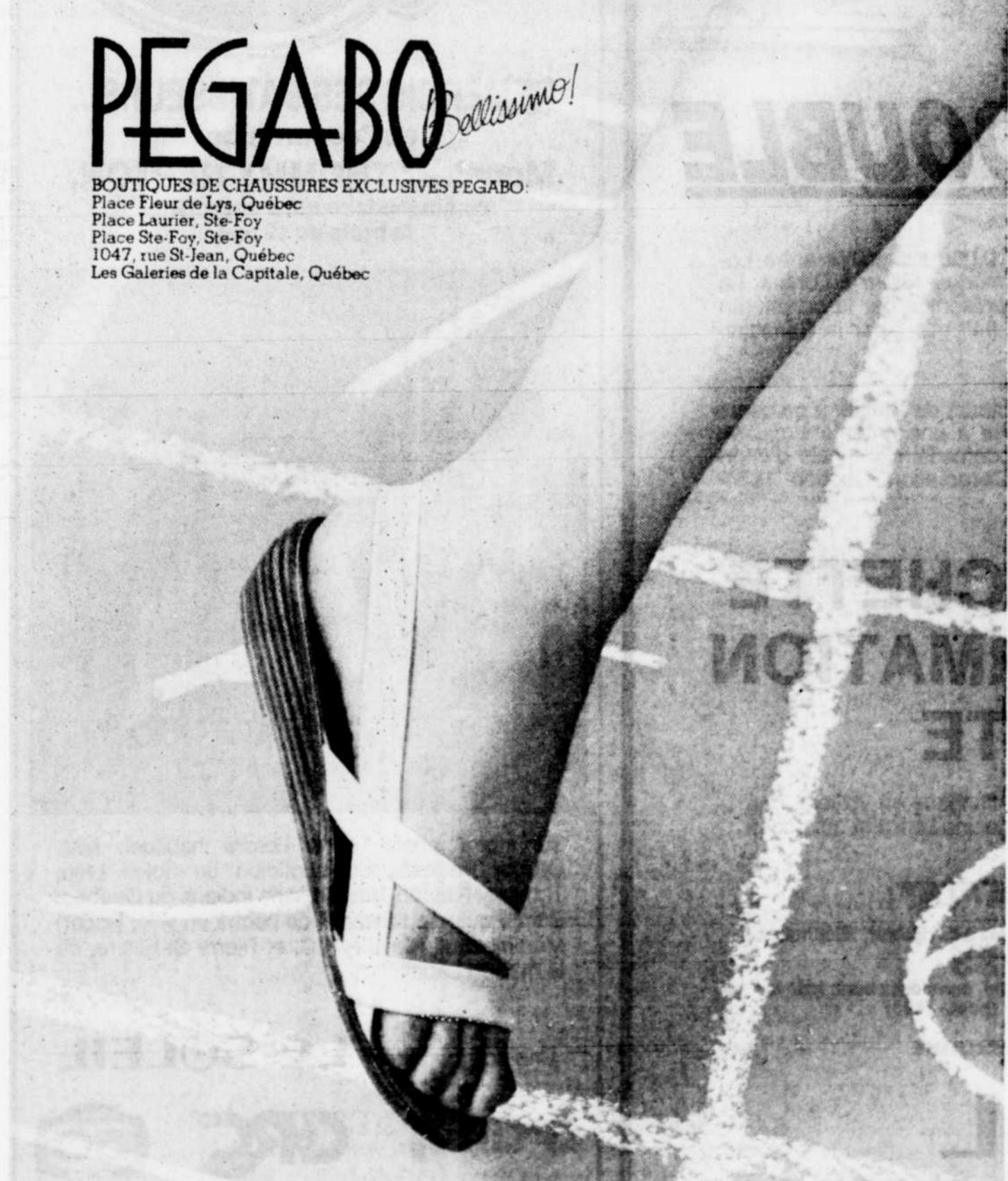
900, Pl. D'Youville
Suite 105
Québec, QC
G1R 3P7
Tél.: (418) 692-4430
St-Hyacinthe (514) 773-7843
Granby (514) 378-2107

concessionnaire autorisé

PEGABO

Bellissime!

BOUTIQUES DE CHAUSSURES EXCLUSIVES PEGABO:
Place Fleur de Lys, Québec
Place Laurier, Ste-Foy
Place Ste-Foy, Ste-Foy
1047, rue St-Jean, Québec
Les Galeries de la Capitale, Québec



3 vols pour Calgary

DE LA GRANDE EFFICACITÉ

3 vols par jour, dont 1 direct. Correspondances pratiques à Toronto. 2 vols par gros porteur. Pour le retour, 3 vols, dont 1 direct par gros porteur.

DÉPART de Montréal	ARRIVÉE
7h30	11h
14h15	18h20
17h	20h35

*Vol par gros porteur. La fréquence des vols peut varier la fin de semaine.

Appelez votre agent de voyages ou CP Air au 931-2233 ou 1-800-361-8026 (sans frais).

LE GRAND CONFORT

Grâce à CP Air vous pouvez voler vers Calgary en tout confort à bord d'un gros porteur.



LA GRANDE BOUFFE

Porcelaine et argenterie. Cuisine raffinée digne d'une première classe. Vin, consommations et liqueurs fines. Sans frais supplémentaires.



DU GRAND SERVICE

La Classe Impériale de CP Air, une classe affaires exceptionnelle, est offerte entre Montréal et Calgary à tous ceux qui paient le plein tarif de la classe économique. Sans frais supplémentaires.



LA CLASSE IMPÉRIALE

De la grande classe! Laissez-nous vous le prouver.

CP Air

CP et le logo sont les marques déposées de Canadian Pacific Limited. Classe Impériale est une marque déposée des Lines Aériennes Canadiennes Pacific, Limited.

Montréal • Ottawa • Toronto • Winnipeg • Calgary • Edmonton • Vancouver • Victoria

Reagan retient l'hypothèse de l'envoi de troupes américaines en Amérique centrale



**PHARM-ESCOMPTE
JEAN COUTU**



LE NECESSAIRE POUR SOIN DES PIEDS BIBICURE

pour passer ces journées de 12 heures

Comme bien des gens vous soumettez vos pieds à rude épreuve. C'est pourquoi les femmes éclairées adoptent le nécessaire pour soin des pieds Bibicure pour redonner à leurs pieds une allure saine et belle. Une étude clinique récente a démontré que le nécessaire pour soin des pieds Bibicure enlève les cors, les callosités ainsi que la peau sèche et fcaillée. Voici quelques commentaires de personnes qui ont été satisfaites des résultats obtenus avec le nécessaire pour soin des pieds Bibicure: "Elimine rapidement les callosités"; "Vraiment efficace et facile à utiliser"; "Les résultats ne se font pas attendre". Satisfaction garantie ou argent remis.

BIBICURE^{MC}

Un bien-être que vous méritez.



300 g
9.89

DERMEPIL
Épilatoire Naturel

Dermepil les pieds efficacement pour des résultats qui durent et durent.

**Le docteur
Fernand Bellemare**
m.d.

ophtalmologiste
exerce sa profession à nul autre endroit à Québec.

320, rue St-Joseph est
Complexe Bibliothèque de Québec
Place Jacques-Cartier
529-9411

● PLACE FLEUR DE LYS ● 1455, CHEMIN STE-FOY
● 2175, BOUL. STE-ANNE ● PLACE DES QUATRE-BOURGEOIS ● CARREFOUR LES SAULES

(D'après AFP, UPI et NYTNS) — Le gouvernement américain visiblement échaudé par la mort d'un premier soldat américain au Salvador, a visiblement durci son attitude à l'égard des guerres civiles en cours en Amérique centrale.

Le président Reagan a pour la première fois, hier, refusé d'exclure l'envoi de troupes combattantes dans cette région particulièrement perturbée.

Par ailleurs une purge semble être en cours à Washington visant à éliminer du processus décisionnel les éléments jugés trop mous à l'égard du Nicaragua ainsi que des éléments révolutionnaires du Salvador et du Honduras. M. Thomas Enders, sous-secrétaire d'Etat pour les questions latino-américaines a été démis de ses fonctions. M. Enders, un ancien ambassadeur au Canada, était partisan, semble-t-il, de négociations globales entre les autorités en place et les insurgés.

Hier, à l'occasion d'une interview accordée à un groupe de journalistes, le chef de l'Etat a refusé de dire ce qu'il ferait dans le cas où des pays amis des Etats-Unis lui demandaient d'envoyer des troupes de combat dans leur pays.

"La question ne s'est pas posée", a-t-il dit en ajoutant qu'il ne pouvait pas "discuter ouvertement" de cela.

Lors de son discours au Congrès, le mois dernier, le chef de l'Etat avait catégoriquement exclu cette hypothèse.

En ce qui concerne le limogeage de M. Enders, annoncé par le secrétaire d'Etat George Shultz, elle ne serait, selon le chef de la diplomatie américaine, que l'expression d'une rotation naturelle.

Toutefois, selon certaines informations, M. Enders, un diplomate de carrière, aurait été en conflit avec le conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale, M. William Clark.

Purge
La décision de limoger M. Enders aurait été prise au début de l'année par le président Reagan lui-même. Ce départ ne serait que le premier d'une série de mutations pour permettre à l'administration Reagan de ne parler que d'une seule voix sur les questions d'Amérique centrale.

M. Enders favorisait une politique de négociation avec les rebelles du Salvador tout en aidant militairement le gouvernement de ce pays. Le point de vue de l'administration à ce sujet est que si l'on peut discuter avec les rebelles d'organisation d'élections, il est exclu par contre d'entamer avec eux

des pourparlers sur un partage préalable du pouvoir.

L'assassinat du conseiller militaire américain Albert Schaufelberger, mercredi, dans la capitale salvadorienne, semble avoir précipité le durcissement américain, appréhendé depuis plusieurs semaines à Washington. La mort du soldat a été revendiquée par les Forces de libération populaires, l'une des cinq organisations de guérilla au Salvador.

Cuba et Nicaragua
Enfin, les gouvernements cubain et nicaraguayen continuent à être les cibles privilégiées des attaques de l'administration Reagan. La Maison-Blanche, — qui accuse implicitement le Nicaragua d'être infodé à l'Union soviétique —, a publié jeudi soir deux photographies aériennes de cargos soviétiques mouillant dans le port de Corinto, sur la côte Pacifique nicaraguayenne.

De son côté, le Washington Post, citant une source gouvernementale américaine, a rapporté hier que Cuba avait réalisé pour la première fois des manoeuvres de débarquement sur des côtes à l'ouest de La Havane. Ces manoeuvres, selon le Washington Post, représentent un "développement important" et une "menace réelle" pour l'équilibre militaire des Caraïbes.



PRIERE-SECOURS
681-4144

**Le docteur
Fernand Bellemare**
m.d.

ophtalmologiste
exerce sa profession à nul autre endroit à Québec.

320, rue St-Joseph est
Complexe Bibliothèque de Québec
Place Jacques-Cartier
529-9411

Le camp du Honduras opérationnel en juin

WASHINGTON (AFP) — Des conseillers militaires américains commenceront, dès la mi-juin, à former quelque 2,400 soldats salvadoriens dans un camp situé au Honduras, ont confirmé hier des fonctionnaires du Pentagone ayant requis l'anonymat.

Recoupant une information de la chaîne de télévision NBC, le New York Times avait déjà rapporté, hier, que le Honduras avait donné son accord à une telle initiative.

Selon les officiels du département de la défense, plus d'une centaine d'officiers et d'hommes de troupe américains seront envoyés à Puerto Castilla, sur la côte Caraïbe du Honduras, pour entraîner des recrues salvadoriennes. Les fonctionnaires du Pentagone n'ont pas précisé si certains de ces conseillers seront prélevés sur la cinquantaine de militaires américains qui se trouvent actuellement au Salvador.

L'objectif, souligne-t-on de même source, est de former un bataillon d'environ 1,000 hommes, spécialisé dans des interventions rapides, et quatre bataillons d'infanterie classique, plus petits, qui seront basés chacun dans un secteur spécifique du Salvador, ajoute-t-on.

Ces unités d'infanterie traditionnelle, baptisées "Casadores" (chasseurs), compteront environ 350 hommes, indique-t-on encore.

Les Etats-Unis ont déjà formé trois bataillons d'intervention rapide, un au Salvador et les deux autres à Fort Bragg (Caroline du Nord). En outre, au début de cette semaine, l'armée américaine a annoncé qu'elle commencerait à former un contingent supplémentaire de 525 jeunes officiers de l'armée salvadorienne à Fort Benning, en Georgie.

**Un avant-goût de la Transat TAG 1984
entre Québec et St-Malo**

LE SOLEIL le point et la
CORPORATION QUEBEC 1534-1984

vous offrent l'opportunité de suivre,

LA TRANSAT EN DOUBLE



LA TRANSAT
le point
EUROPE

Carte officielle de la transat
1534-1984

Course internationale de 10,000 kilomètres entre Lorient (Bretagne) et les Bermudes, retour à Lorient. La région de Québec sera représentée par le catamaran "Transat TAG Québec no 84" piloté par le Canadien Mike Birch.

Afin de permettre à ses lecteurs de s'initier à ce genre de courses, Le Soleil, suite à une entente exclusive avec Le Point (grand hebdomadaire français d'information générale) et la Corporation Québec 1534-1984, offre à ses lecteurs

UNE POCHETTE D'INFORMATION GRATUITE

Cette pochette contient divers renseignements sur cette course transatlantique en voiliers, une carte spécialement préparée pour suivre la course et une copie du magazine Le Point qui publie cette semaine, un supplément de 56 pages sur la Transat en Double.

POUR RECEVOIR VOTRE POCHETTE*:

● Présentez-vous au quotidien
LE SOLEIL
390, St-Valler est

● Si vous demeurez à l'extérieur, téléphonez à
647-3333
Pour l'Interurbain, composez sans frais le
1-800-463-2837 (poste 3333)


* Quantité limitée, une pochette par personne

LE SOLEIL

LE




Festival de pêche en ville

REMERCIÉ SES BATISSEURS...
en l'occurrence,
Monsieur THOMMY NEPTON,
commanditaire qui a ensemencé
la truite du 19 mai.



Sur notre photo, dans l'ordre habituel: MM. Laurier Pellicelli, du quotidien Le Soleil Ltée; Tommy Nepton, des Artisans indiens du Québec; Rémi Poulin, du Festival de pêche en ville; Robert Martimbeault, de C.H.R.C. et Pierre St-Hilaire, de la maison Labatt.

Une collaboration **LE SOLEIL**

Le Japon est envahi par la psychose de la catastrophe

TOKYO (AFP) — Le tremblement de terre suivi d'un raz de marée, qui a fait une centaine de victimes jeudi dans le nord du Japon, renforce encore une psychose de catastrophe perceptible depuis déjà quelque temps.

Cette secousse, la plus violente dans la région depuis 44 ans avec une magnitude de 7,7 sur l'échelle de Richter, fait suite à une longue série de séismes mineurs ayant affecté diverses parties du pays au cours des derniers jours, en quatre jours la semaine dernière, pas moins de 42 secousses légères ont été ressenties dans la région de Tokyo. Deux autres ont, cette semaine mardi et mercredi, secoué la capitale à l'heure du déjeuner, suivies par celle, longue de plusieurs secondes, de jeudi. Les épicentres des premiers étaient situés dans le Pacifique, alors que jeudi, il se trouvait dans la mer du Japon, non loin du détroit de Tsugaru.

Tous ces séismes inquiètent une population qui, depuis quelques années, est persuadée qu'un tremblement de terre de très forte intensité doit fatalement se produire un jour prochain, particulièrement dans la région de Tokyo.

L'été est souvent une époque de désastres naturels, avec notamment la saison des pluies qui dure le mois de juin et la période des typhons en septembre.

1923

Tout le monde a en mémoire le désastre survenu en juillet dernier dans la préfecture de Nagasaki ou des glissements de terrain provoqués par des pluies diluviennes avaient causé la mort de 299 personnes et des dégâts considérables.

Se souvenant de cette catastrophe, le gouvernement vient d'approuver un rapport de l'Agence nationale du territoire, recommandant un certain nombre de mesures de précaution contre les glissements de terrain. Ce rapport contient également un avertissement au public, selon lequel il existe une "forte possibilité" qu'un tremblement de terre majeur survienne cet été dans la région de Tokyo.

Cette possibilité, depuis longtemps discutée parmi les experts, s'explique principalement par l'observation que les secousses telluriques importantes se succèdent ap-

proximativement tous les cinquante ans. Or, le dernier séisme de grande envergure enregistré à Tokyo, baptisé le grand tremblement de terre du Kanto, remonte au 1er septembre 1923.

Le fait que cette année marque précisément le sixième anniversaire de ce séisme, d'une magnitude de 7,9 sur l'échelle de Richter, qui avait ravagé la capitale et fait plus de 100,000 morts, ajoute un élément de superstition à l'inquiétude des habitants.

LE MONT

Pour noircir encore le tableau, un livre publié l'année dernière affirme que le Mont Fuji, volcan situé à 90 km de Tokyo, en sommeil depuis des lustres et symbole du Japon éternel, explosera en septembre prochain en même temps qu'un gigantesque tremblement de terre frappera la région.

Écrit par un ancien fonctionnaire de l'Agence de météorologie nationale, compétente en matière de surveillance de l'activité sismique du pays, le livre prétend à la vérité scientifique et s'est vendu à plus de 300,000 exemplaires.

Heideman du Stern arrêté

HAMBURG (Reuter) — Gerd Heidemann, qui avait acheté les faux "carnets d'Hitler" pour le compte du magazine ouest-allemand Stern, arrêté jeudi soir pour abus de confiance, savait probablement qu'ils étaient faux, a déclaré, hier, le procureur du land de Hambourg.

M. Peter Beck a précisé à la télévision que le marchand de souvenirs nazis de Stuttgart Konrad Kujau avait mis en cause le journaliste.

"Il semble en l'état actuel de l'enquête qu'Heidemann savait que les carnets que lui avait remis Kujau étaient des faux", a ajouté le magistrat.

Heidemann, grand reporter au Stern, avait reçu du magazine la somme de neuf millions de marks (\$3,75 millions) pour l'achat des documents. Il assure ne rien avoir gardé, tandis que M. Kujau affirme n'avoir reçu que 2,5 millions de marks (un million de dollars).

DUGAL et PAQUET opticiens



LUNETTES • VERRES DE CONTACT • PRIX CONCURRENTIELS

AUCUN ESCOMPTE - AUCUN BONI

Nos prix sont plus bas que ceux de nos concurrents, qui offrent des

RABAIS DE 25% et 30%

VERIFIEZ NOS PRIX

SUBVENTION FEDERALE

jusqu'à 3 000\$

Pour vos fenêtres et portes SANS ENTRETIEN

Revetements d'aluminium et vinyle. Garantie jusqu'à 40 ans. Avec ou sans installation.



Près de 20 ans à votre service

RENOVATION

ESTIMATION GRATUITE

DECOR de Québec Inc.

VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRE

188, AV. LAMONTAGNE (face à Expo-Québec) 522-2084

sélectronic

VIC-20
Commodore

SUPER PRIME



VALEUR: 99.95

Pour un temps limité, obtenez un Datassette gratuitement à l'achat d'un VIC 20.

359\$

L'ordinateur accessible et abordable

L'ordinateur maison à la fine pointe technologique accessible pour tous, jeunes et adultes. Vous deviendrez vite le maître d'un équipement fiable, doté de possibilités innombrables et apte à s'adapter aux exigences de vos besoins grandissants.

VAST CHOIX de programmes, logiciels et de jeux vidéos.

• Québec, 600, Belvédère, 683-2525 • Ste-Foy, 2651, Hochelaga, 658-4535 •
• Charlesbourg, 5585, 1re Av., 626-4541 • Lévis, 565, Trans-Canada, 837-6525 •
• Roberval, Carrefour Jeanne, 275-5555 • Amqui, 172, St-Benoît N., 629-2300 •
• Jonquière, 2398, St-Dominique, 547-2746 • **Bientôt: ALMA**

GRATUIT

accessoires Les Accessoires



à l'achat d'un VIC-20 chez Sélectronic, vous recevez un ensemble d'accessoires d'une valeur de

140\$

Coin Du Jardin

OUVERT DIMANCHE
PREMIER ARRIVE,
PREMIER SERVI

Ouvert dimanche de 10.00 à 16.00 hres

GROS CEDRE GLOBE
 Notre prix courant 24,99\$ ch.
SPECIAL 15⁹⁸\$
 ch.
 Quantité: 200 seulement

Spécial 88¢ pl. lin.
 Votre choix 2⁹⁸\$ ch.
 Outils de plate-bande

Boîte à fleurs \$2⁴⁸
 la boîte

Choix de 5,000 plants de vivaces \$1⁹⁹ seulement

Grand choix de fleurs annuelles en 10 espèces. Environ 18 plants par boîte.

Epinette bleue du Colorado de 3' et 4'
 Notre prix courant \$69.95
 SPECIAL 59⁹⁵
 ou 2 POUR 99⁹⁵

Effectifs jusqu'au 4 juin ou jusqu'à épuisement des stocks

PRIX PAYEZ ET EMPORTEZ

TOUCHATOU

VILLE VANIER CHARLESBOURG SAINT-ROMUALD

445, boul. Pierre-Bertrand 1200, 80e Rue est 2, rue du Progrès

687-2960 628-0450 839-0621

HEURES D'OUVERTURE: Lundi à mercredi, 9h30 à 17h30. Jeudi à vendredi, 9h30 à 21h00. Samedi, 9h30 à 17h.

TOUCHATOU 4378 0647 12484 7

TROIS RIVIERES

STEINBERG

On est là pour vous offrir des prix maxi-bas.

NOTRE GARANTIE: Les plus bas prix ou le double de la différence!

Comparez nos prix. Si, au total, ils ne sont pas les plus bas, vous recevrez le double de la différence en argent Steinberg. Tous les détails de ce programme sont affichés en magasin.

Les prix annoncés dans ces pages sont valables dans tous nos supermarchés situés dans la ville principale de diffusion de ce journal du lundi 30 mai au samedi 4 juin inclusivement. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Pas de garantie de prix sur certains articles non-alimentaires. Il se peut que certains de ces articles ne soient pas offerts dans tous nos supermarchés ou offerts dans un format différent de celui annoncé. Le texte prévaut en tout temps. Il se peut également que certaines photos soient prises à titre indicatif seulement et ne correspondent pas exactement à l'article annoncé. Si un supermarché est à court d'un produit annoncé, veuillez demander un bon de garantie de prix au comptoir d'information.



BIFTECK DE SURLONGE
BOEUF ESTAMPILLÉ
CATÉGORIE CANADA "A"

PRIX MAXI-BAS!

635 /kg **288** /lb

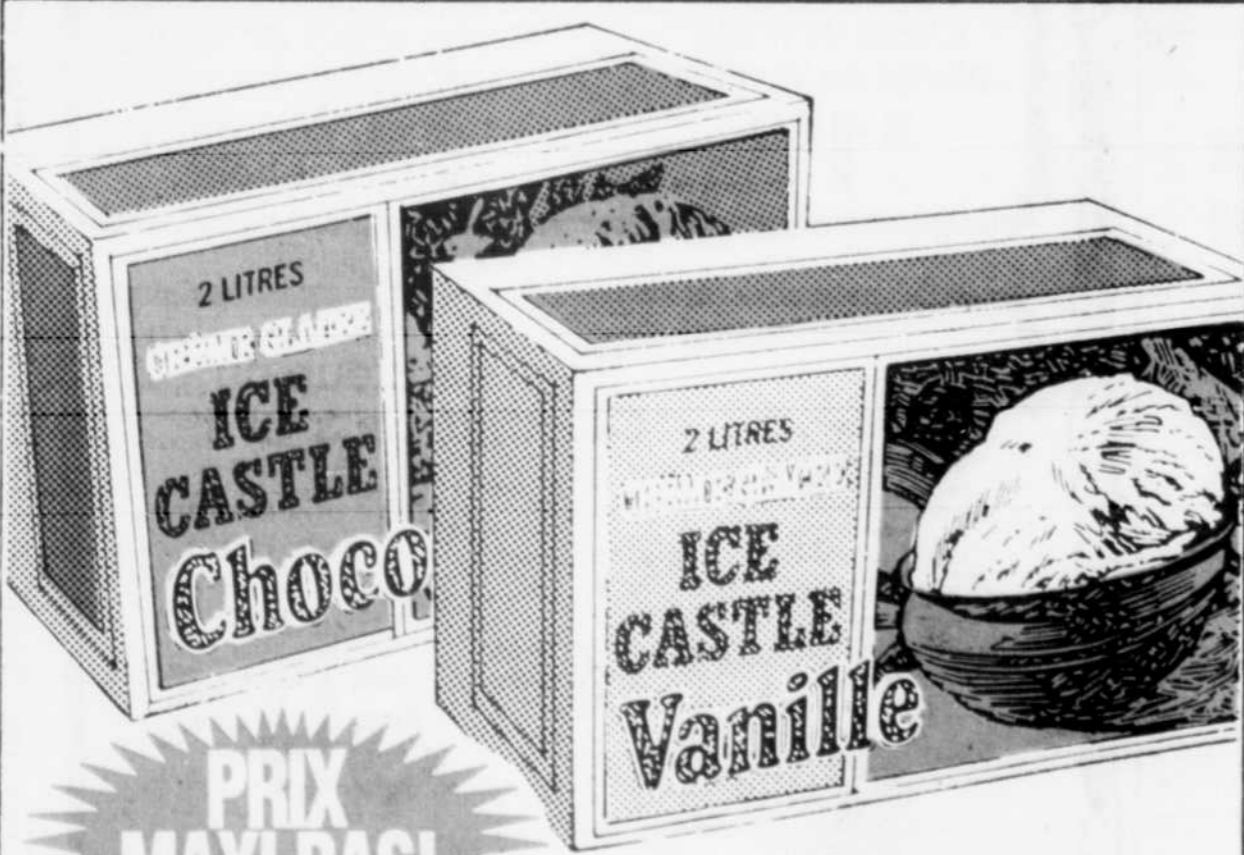


PRIX MAXI-BAS!

10 12 14

MELON HONEY-DEW DU TEXAS
PRODUIT DES É.-U.
GROSSEUR 10
PIECE

88¢



PRIX MAXI-BAS!

CRÈME GLACÉE ICE CASTLE
SAVEUR AU CHOIX
CONT. RECT. DE 2 LITRES

159



PRIX MAXI-BAS!

BRIQUETTES DE CHARBON DE BOIS
STEINBERG
SAC DE 10 LB

239